

**Union européenne - États-Unis -
Réponse de M. Harlem Désir,
secrétaire d'État chargé des affaires
européennes, à une question au
Sénat**

(Paris, 09 février 2017)

Monsieur le Sénateur, dans le contexte que vous avez très bien rappelé, la première des déterminations de l'Union européenne doit être son unité, surtout quand l'un de ses membres les plus importants, à savoir l'Allemagne, est mis en cause par le nouveau président américain.

Quand le nouvel ambassadeur désigné par l'administration Trump auprès de l'Union rappelle qu'il a été auparavant en poste auprès de l'Union soviétique et qu'il souhaite que l'Union européenne connaisse le même sort que celle-ci, nous devons d'abord affirmer notre unité.

C'est pourquoi les célébrations du soixantième anniversaire du Traité de Rome qui nous réuniront le 25 mars doivent être plus qu'un temps de célébration : un temps d'affirmation !

Bien sûr, il conviendra de rappeler que nous avons accompli de grandes choses ensemble, après tant de guerres qui avaient déchiré le continent, que les valeurs qui ont fondé le projet européen, c'est-à-dire la paix, la coopération, la démocratie, les droits de l'Homme, restent actuelles et indispensables pour le continent. Il faudra surtout réaffirmer que nous avons l'ambition de continuer à agir ensemble, parce que les affaires qui nous concernent, à savoir la sécurité face aux guerres qui nous entourent, en Syrie, en Irak, en Libye, et face au terrorisme, ne seront réglées par personne d'autre que nous.

Nous avons des intérêts et des valeurs à défendre. Lorsque la nouvelle administration américaine veut remettre en cause les accords de commerce, nous avons des intérêts économiques à défendre. Lorsque le Proche-Orient menace de nouveau de s'enflammer à cause du déplacement d'une ambassade, nous devons rappeler les principes des Nations unies qui sont ceux du droit international, et que l'Europe est au service d'un ordre international fondé sur le droit et non pas sur la force.

Lorsque, à l'est de l'Union, un grand pays a annexé la Crimée, nous avons rappelé le droit international.

Mesdames, Messieurs les Sénateurs, nous réaffirmerons nos valeurs, notre détermination, pour nos intérêts et notre sécurité./.

(Source : site internet du Sénat)

